

tuée avec l'Etat, et le remplacement de la démocratie, là où elle existe encore, par un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat de prendre entre ses mains la direction de la société pourrait, dans de telles conditions, mener au développement d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie fasciste bonapartiste. Cela serait, d'après toutes les indications, un régime de décadence, annonçant l'effondrement de la civilisation. » (*Défense du Marxisme.*)

Bien que ce second terme de l'alternative soit actuellement plus près de la réalité que le premier, de fait, il ne fait que paver la voie à la conception d'un nouvel ordre social collectiviste bureaucratique. Cette déclaration fait de l'incapacité des travailleurs à réaliser leur révolution après la deuxième guerre mondiale, équivalence d'une incapacité à la réaliser à tout jamais.

Le fait que Trotsky croyait (ainsi que nous tous) que la révolution se produirait à ce moment-là l'entraînait à exclure la possibilité que cela pouvait ne pas se produire. Les événements ont prouvé qu'il s'agissait là d'une erreur. La persistance dans cette erreur explique la répugnance de Cannon à admettre que la guerre était finie, et ses tâtonnements pathétiques pour trouver une issue verbale au lieu de chercher à corriger une analyse fautive comme un marxiste se doit de le faire. Cette erreur entraîna Trotsky à aller trop loin en disant que l'incapacité à réaliser une révolution victorieuse condamnerait nécessairement les travailleurs à un avis désespéré — la perspective d'endurer pendant de longues années un régime de décadence et une éclipse de la civilisation. Une cause qui a pu contribuer à cette erreur peut être la sous-estimation de l'ampleur et de l'efficacité de la trahison stalinienne, en fonction de la persistance à soutenir la théorie de l'« Etat ouvrier » après qu'elle eut perdu toute validité. La conséquence logique de l'ensemble de cette erreur est le « régressisme ». La théorie du « collectivisme bureaucratique » est une tentative d'esquiver l'ensemble du problème.

Ces théories révisionnistes sont fausses et non nécessaires, et sont seulement encouragées par l'incapacité des marxistes à corriger l'erreur et à poser les événements des six dernières années dans leur véritable contexte historique au moyen d'une analyse marxiste honnête. Nous avons dit durant des années que l'Union soviétique allait vers une restauration du capitalisme sous la pression de l'encerclement capitaliste. Il est clair que le fait de la guerre compléta le processus, si celui-ci n'était pas déjà terminé avant que la guerre ne se déclenche. La reconnaissance de ce fait n'implique, ni que nous nous compromettons avec les innovations des révisionnistes, ni que nous nous laissons aller aux folles improvisations et stupidités de ceux qui (comme notre propre parti) ont jusqu'à présent refusé de considérer les faits en face.

Il est clair que, pour déterminer la nature et l'ampleur de l'erreur, le point central est l'appréciation et la caractérisation de l'Union soviétique. Trotsky voyait trois réponses possibles à cette question : (1) Etat ouvrier, (2) Etat capitaliste, (3) un type d'Etat mondial nouveau et imprévu.

Cette dernière réponse est le recours désespéré des tenants du « collectivisme bureaucratique » et des autres qui ne peuvent qu'esquiver les résultats

de la méthode marxiste. Dans l'ensemble, il s'agit alors d'un résultat tendant à réviser l'ensemble de la perspective de la révolution mondiale en se limitant au cadre de la dégénérescence de la bureaucratie, et cela en partant d'une méthodologie qui ne se place pas du point de vue des lois économiques de l'évolution et des rapports de production, mais simplement de mobiles subjectifs de la bureaucratie dans sa forme russe et du stalinisme en tant que facteur mondial. C'est comme si l'on faisait passer le film de l'histoire à l'envers et comme si le stalinisme était déjà un système mondial tout à fait achevé avant même qu'il ne soit installé comme un régime stable pouvant sembler voué à une plus grande longévité que le monde capitaliste pourrissant en général.

La possibilité pour l'Union Soviétique de devenir un Etat capitaliste est-elle exclue dans l'œuvre de nos grands maîtres ? Un clin d'œil suffit pour constater que Trotsky considérait effectivement ceci comme une possibilité. A ce sujet il disait : « A coup sûr, théoriquement, il est possible de concevoir une situation dans laquelle la bourgeoisie dans son ensemble se constituerait en monopole qui, par l'intermédiaire de son Etat, administrerait l'ensemble de l'économie nationale. Les lois économiques d'un tel régime n'auraient rien de mystérieux. Comme on le sait, un capitaliste isolé reçoit comme profit, non pas la plus-value créée directement par les travailleurs de sa propre entreprise, mais une fraction de la plus-value totale créée dans l'ensemble du pays, fraction proportionnelle au montant de son propre capital. » (*La révolution trahie.*)

Marx aussi envisageait clairement une telle forme d'économie dans *Le Capital* : « La centralisation dans une certaine branche d'industrie aurait atteint sa limite extrême si tous les capitaux individuels investis avaient été réunis sous la forme d'un seul capital.

» Cette limite ne pourrait être atteinte dans n'importe quelle forme de société jusqu'à ce que la totalité du capital social soit rassemblée, soit dans les mains d'un seul capitaliste, soit dans celles d'une seule firme. » (*Capital*, vol. 1.)

Les lois régissant une telle « firme » capitaliste sont précisément celles que nous pouvons voir fonctionner en Russie stalinienne avec une classe ouvrière réduite à l'état d'un prolétariat dégradé. De plus, dans « l'Anti-Dühring », Engels se réfère spécifiquement à la propriété d'Etat comme à un stade ultime du capitalisme.

Nous devons examiner maintenant sur quelle base Trotsky caractérisait dans les derniers temps l'Union soviétique comme un « Etat ouvrier dégénéré », en vue de nous assurer si ces conditions sont toujours valables en 1945. Il disait : « Les classes sont caractérisées par leur position dans le système social de l'économie, et en premier lieu par leurs relations avec les moyens de production. Dans les sociétés civilisées, les rapports de propriété sont réglés par des lois. La nationalisation de la terre, des moyens de production industrielle, des transports et de l'échange, liée au monopole du commerce extérieur, constitue la base de la structure sociale soviétique. En raison de ces relations, établies par la révolution prolétarienne, la nature de l'Union soviétique est pour nous définie fondamentalement comme étant celle d'un Etat

prolétarien. » (*Révolution trahie*, souligné par les auteurs.)

Pour répéter, notre analyse se base en premier lieu sur les rapports de la bureaucratie envers les moyens de production. Pour des marxistes, cela est fondamental. Les deux caractéristiques de ces relations que Trotsky considérait comme les plus importantes étaient la nationalisation des moyens de production et la planification.

Insister sur le fait que seul un décret répartissant les moyens de production parmi les bureaucrates en tant que leur propriété privée peut marquer la restauration du capitalisme, c'est se réfugier dans un formalisme absurde digne d'un juriste. Ce n'est pas la possession d'un acte de propriété, mais le droit en pratique d'exproprier le travail qui est la caractéristique du capitaliste. Si le bureaucrate russe jouit de tous les privilèges et profits accumulés d'un capitaliste et remplit les mêmes fonctions par rapport aux moyens de production, c'est alors de la prestidigitation verbale infantile que de lui dénier le titre de capitaliste.

« Si un paquebot est déclaré propriété collective, mais que les passagers continuent à être répartis en voyagers de première, deuxième et troisième classe, il est clair que du point de vue des passagers de troisième classe les différences de conditions de vie auront infiniment plus d'importance que le changement juridique des formes de propriété. De l'autre côté, les passagers de première classe, entre café et cigare, avoueront volontiers l'idée que la propriété collective est tout et le confort des cabines rien. Les antagonismes se développent sur cette base peuvent très bien faire exploser la collectivité instable. » (*Révolution trahie.*)

Les analyses postérieures de Trotsky établirent fermement que la croissance du stalinisme se développait principalement en direction d'une restauration du capitalisme. Personne ne peut nier ce fait. Le chemin et l'orientation de la dégénérescence stalinienne nous ont été clairement indiqués. Il ne nous reste qu'à suivre la ligne du raisonnement de Trotsky jusqu'à ses conclusions logiques.

Trotsky affirmait que la mainmise de la bureaucratie sur les moyens de production était un trait temporaire ou transitoire dans la lutte des travailleurs russes pour la dictature du prolétariat. Mais il nous prévint contre la possibilité que ce trait devienne permanent. Il tira par la suite les conclusions nécessaires d'un tel processus.

« Les moyens de production appartiennent à l'Etat. Mais l'Etat, pour ainsi dire, « appartient » à la bureaucratie. Si ces relations, jusqu'à maintenant tout à fait nouvelles, venaient à se solidifier, à devenir la norme et à être légalisées, que cela s'accomplisse avec ou sans résistance de la part des travailleurs, elles mèneraient, à la longue, à une complète liquidation des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne. »

Il n'y a rien qui puisse infirmer que ces relations aient pris de l'ampleur, soient devenues la norme, et se soient cristallisées par les « épurations » successives. La Constitution stalinienne a jeté les bases de leur légalisation. Il ne reste qu'à présenter les réelles conditions existantes et en tirer les conclusions de Trotsky.

Un parti ouvrier se guide en premier